



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Mercredi 7 décembre 2022

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
198^e année
8 décembre 2022
n° 42 / 7975^e
pages 2153 à 2216



Version numérique incluse*

ÉDITORIAL

2153 De l'usage antidémocratique de la monnaie, Jean-Pascal Chazal

ACTUALITÉS

- 2157 Site internet (loi applicable) : illicéité de la gestation pour autrui
- 2158 Droit d'enregistrement (parts sociales) : cession de l'usufruit de droits sociaux
- 2159 Bail commercial (Covid-19) : obligation de payer le loyer

POINTS DE VUE

- 2170 Le droit des personnes morales à la vie privée : les aléas d'une fondamentalisation, Alain Couret
- 2172 Sociétés cotées ; des droits de vote multiples libérés, mais des droits de vote multiples encadrés ?, Jean-Jacques Daigne

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 2181 **Chronique** : L'*amicus curiae*, mesure d'instruction ordinaire, Nicolas Cayrol
- 2184 **Panoramas** : Droit du numérique, Jacques Larrieu, Christian Le Stanc et Pascale Tréfigny
- 2193 Droit uniforme de la vente internationale de marchandises, Claude Witz et Ben Köhler
- 2203 **Notes** : Incidence de l'exécution provisoire sur les déclarations de créance, note sous Civ. 1^{re}, 12 oct. 2022, Patrick Bouathong
- 2208 Documents administratifs et vie privée des personnes morales : le remède est-il pire que le mal ?, note sous CE 7 oct. 2022, Marie Cirotteau
- 2212 L'insolvabilité organisée, une fraude à la loi, note sous Com. 14 sept. 2022, Jean-Luc Vallens

ENTRETIEN

- 2216 Annick Batteur et Grégoire Moutel – Constitutionnalité de la loi permettant d'écartier des directives anticipées manifestement inappropriées



DALLOZ
Lefebvre Dalloz

Recueil Daloz

31/35 rue Froidevaux
75685 PARIS CEDEX 14
Tél. (Rédaction) 01 40 64 53 66
Fax 01 40 64 54 66
www.daloz.fr - recueil@daloz.fr

Présidente, Directrice de la publication,
Sylvie FAYE

Directrice des éditions,
Caroline SOUDET

Directrice « Civil - Pénal & Ouvrages »,
Hélène HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABRY, NICOLAS DESNAUX,

BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON et PHILIPPE MOBIL

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (5403)

REDACTION

Maelle HARSCOÜET DE KERAVEL (5379)

CHEFS DE RUBRIQUES

Banque - Crédit - Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence - Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat - Responsabilité Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

EDITION - REALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (5284)

Laurence BREUZE-DINNAT (5481)

Katy PERCHEREAU (5366)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{re} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUILBAUD

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Yvette NAY, Directrice

80 avenue de la Mame - 92541 Montrouge Cedex

Fax : 01 41 48 47 92 - ventes@daloz.fr

Relations clients : Corinne ROUTIER, Responsable

Tél. : 01 41 05 29 62

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Etranger : 1 016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1022 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Décembre 2022

Éditions Daloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : 31-35, rue Froidevaux Paris 14 °

RCS Paris 572 195 550

Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z

TVA FR 69 572 195 550

Filière du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même par partie, de tout élément publit dans la revue est interdite.



Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0 %

Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Jean-Pascal Chazal

2153 De l'usage antidémocratique

de la monnaie



ACTUALITÉS

2156 DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Opération de paiement (non autorisée) : remboursement du payeur, Com. 30 nov. 2022

Nantissement (compte-titres) : opposabilité aux tiers, Com. 30 nov. 2022

Concours bancaire (rupture brutale) : délit de l'action en responsabilité, Com. 30 nov. 2022

Commerce électronique

Site internet (loi applicable) : illicérité de la gestation pour autrui, Civ. 1^{re}, 23 nov. 2022

Consommation

Crédit à la consommation (prêteur) : consultation du fichier national, Civ. 1^{re}, 23 nov. 2022

Entreprise en difficulté

Contrat en cours (notion) : exclusion des conventions d'arbitrage, Com. 23 nov. 2022

Déclaration des créances (prescription) : interruption à l'égard de la caution, Com. 23 nov. 2022

Fiscalité

Droit d'enregistrement (parts sociales) : cession de l'usufruit de droits sociaux, Com. 30 nov. 2022

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (Covid-19) : obligation de payer le loyer, Civ. 3^e, 23 nov. 2022

Société et marché financier

Société commerciale (fusion-absorption) : transmission universelle du patrimoine, Com. 30 nov. 2022

2159 DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Vente (garantie d'évitement) : nécessité d'un trouble actuel, Civ. 3^e, 30 nov. 2022

Fonds de garantie (exclusion de la CIVI) : victime d'un accident de la circulation, Civ. 2^e, 24 nov. 2022

Fonds de garantie (exclusion de la CIVI) : application de la jurisprudence, Civ. 2^e, 24 nov. 2022

Produit défectueux (producteur) : gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, CJUE 24 nov. 2022

Famille-Personne-Succession

Filiation (possession d'état) : demandeur à l'action en constatation, Civ. 1^{re}, avis, 23 nov. 2022

Filiation (établissement) : portée en l'absence de contestation, Civ. 1^{re}, 30 nov. 2022

Autorité parentale (exercice) : délaissement de l'enfant, Civ. 1^{re}, 30 nov. 2022

Assistance éducative (procédure) : droit d'accès au dossier, Civ. 1^{re}, 30 nov. 2022

Donation (révocation) : contrôle de la licéité des motifs, Civ. 1^{re}, 30 nov. 2022

Divorce (prestation compensatoire) : conventionnalité du régime, Civ. 1^{re}, 30 nov. 2022

2163 DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Peine (confiscation) : rapport entre valeur du bien et produit de l'infraction, Crim. 23 nov. 2022

Presse et communication

Infraction de presse (prescription) : actes interruptifs de prescription, Crim. 29 nov. 2022

Procédure pénale

Sonorisation (validité) : pluralité de mesures au même domicile, Crim. 29 nov. 2022

Mandat d'arrêt européen (double incrimination) : non-renvoi d'une OPC, Crim. 29 nov. 2022

2165 DROIT PUBLIC

Environnement

Éolienne : atteinte à la conservation d'espèces animales protégées, Civ. 3^e, 30 nov. 2022

2166 DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Licenciement économique (collectif) : plan de sauvegarde de l'emploi, Soc. 23 nov. 2022

Contrat à durée déterminée (recherche) : formation post-doctorale, Soc. 23 nov. 2022

Contrat à durée déterminée (requalification) : délai de prescription de l'action, Soc. 23 nov. 2022

Travailleur étranger (situation irrégulière) : licenciement pour faute grave, Soc. 23 nov. 2022

2167 PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Compétence européenne : validité d'une clause attributive de juridiction, CJUE 24 nov. 2022

Compétence européenne (matière matrimoniale) : résidence habituelle des époux, Civ. 1^{re}, 30 nov. 2022

Autorité de la chose jugée (pénal) : abus de liberté d'expression, Civ. 2^e, 24 nov. 2022

Voie d'exécution

Titre exécutoire (Alsace-Moselle) : acte notarié de prêt, Civ. 1^{re}, 23 nov. 2022



POINTS DE VUE

2170

Le droit des personnes morales à la vie privée : les aléas d'une fondamentalisation
par Alain Couret

2172

Sociétés cotées : des droits de vote multiples libérés, mais des droits de vote multiples encadrés ?
par Jean-Jacques Daigre



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

2174

Les fausses promesses environnementales passées au crible de la prohibition des pratiques commerciales trompeuses
par Stéphane Detraz

2181

L'amicus curiae, mesure d'instruction ordinaire
par Nicolas Cayrol

PANORAMA

2184

Droit du numérique
février 2022 – juillet 2022
par Jacques Larrieu, Christian Le Stanc et Pascale Tréfigny

2193

Droit uniforme de la vente internationale de marchandises
juillet 2021 – juillet 2022
par Claude Witz et Ben Köhler

NOTES

2203

Incidence de l'exécution provisoire sur les déclarations de créance, note sous *Cv. 1^e, 12 oct. 2022*
par Patrick Bouathong

2208

Documents administratifs et vie privée des personnes morales : le remède est-il pire que le mal ?, note sous *CE 7 oct. 2022*
par Marie Cirotteau

2212

L'insolvabilité organisée, une fraude à la loi, note sous *Com. 14 sept. 2022*
par Jean-Luc Vallens



ENTRETIEN

2216

Annick Batteur et Grégoire Moutel – Constitutionnalité de la loi permettant d'écartier des directives anticipées manifestement inappropriées

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au Recueil Dalloz donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (alienhard@tifebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du Recueil Dalloz, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maximal) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).

*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos Identifiants personnels ou des Identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr





JURISPRUDENCE

Sociétés en général

Quelles sont les conditions de désignation d'un mandataire *ad hoc*?
Com. 21 septembre 2022,
note Alain Vlandier p. 666

Sociétés anonymes

Nullité d'une convention réglementée : domaine limité de la prescription triennale
Com. 25 mai 2022,
note Bruno Dondero p. 672

Experts-comptables

Prescription de l'action en responsabilité et rapport d'analyse de la valorisation des stocks des sociétés cédées
Com. 6 juillet 2022,
note Thierry Bonneau p. 684

Droit pénal des sociétés

Précisions jurisprudentielles sur le délit de banqueroute par tenue d'une comptabilité manifestement irrégulière
Crim. 22 juin 2022,
note Haritini Matsopoulou p. 687

Droit européen des sociétés

Action en responsabilité délictuelle contre une société « grand-mère » : juridiction et loi compétentes
CJUE 10 mars 2022,
note Michel Menjucq p. 693

REVUE DES SOCIÉTÉS

Décembre 2022 - n° 12

ÉTUDES

Plaidoyer pour une redéfinition de la faute séparable en droit privé
Prudence Hounsa p. 665

CHRONIQUES

Chronique de droit des entreprises en difficulté

Laurence Caroline Henry,
Philippe Roussel Galle,
et Florence Reille p. 703

DALLOZ

Lefebvre Dalloz



Version numérique incluse*



Actualités 650

par Bénédicte François

Études 655

Plaidoyer pour une redéfinition de la faute séparable en droit privé
Prudence Hounsa

655

Jurisprudence 666

Sociétés en général

Quelles sont les conditions de désignation d'un mandataire *ad hoc*?
Note sous Com. 21 sept. 2022
note Alain Viandler

666

Cession d'actions

Garantie de passif et licenciement d'un salarié déclaré inapte en raison d'un accident de travail antérieur à la cession
Note sous Com. 6 juill. 2022
note Thibaut Massart

669

Sociétés anonymes

Nullité d'une convention réglementée : domaine limité de la prescription triennale
Note sous Com. 25 mai 2022
note Bruno Dondero

672

La validité d'une rémunération du directeur général non autorisée explicitement par le conseil d'administration
Note sous Paris, 3 févr. 2022
note Katrin Deckert

675

Sociétés civiles professionnelles

Retrait ou dissolution : comment se séparer au plus vite d'un associé indésirable ?
Note sous Civ. 1^{re}, 15 juin 2022
note Romain Dumont

679

Experts-comptables

Prescription de l'action en responsabilité et rapport d'analyse de la valorisation des stocks des sociétés cédées
Note sous Com. 6 juill. 2022
note Thierry Bonneau

684

Droit pénal des sociétés

Précisions jurisprudentielles sur le délit de banqueroute par tenue d'une comptabilité manifestement irrégulière
Note sous Crim. 22 juin 2022
note Haritini Matsopoulou

687

Responsabilité pénale d'une personne morale en cas d'accident du travail
Note sous Crim. 21 juin 2022
note Bernard Bouloc

691

Droit européen des sociétés

Action en responsabilité délictuelle contre une société « grand-mère » : juridiction et loi compétentes
Note sous CJUE 10 mars 2022
note Michel Merjucq

693

Droit social et sociétés

Le droit à expertise du CSE tributaire du temps de la consultation
Note sous Soc. 29 juin 2022
note Valentino Armillei

697

Chronique de droit des entreprises en difficulté 703

par Philippe Roussel Galle, Laurence Caroline Henry et Florence Reille

L'essentiel de l'actualité

Obligation d'information due par le vendeur d'un site industriel pollué : champ d'application

Cass. 3^e civ. 21-9-2022 n° 21-21.933 FS-B : Décisions 680

L'obligation d'information pesant sur le vendeur d'une installation classée est applicable même si la parcelle vendue, comprise dans le périmètre de l'installation, constituait l'entrée de l'usine et abritait la maison du gardien et non pas l'activité dangereuse elle-même.

Précision inédite sur la revendication de la qualité d'associé par le conjoint commun en biens

Cass. com. 21-9-2022 n° 19-26.203 FS-B : Décisions 686

L'affectio societatis n'est pas une condition requise pour la revendication par un époux de la qualité d'associé.

Le juge des référés peut nommer un mandataire ad hoc dans une société qui n'est pas bloquée

Cass. com. 21-9-2022 n° 20-21.416 F-B : Décisions 690

Le juge des référés peut désigner un mandataire ad hoc chargé d'une mission ponctuelle au sein d'une société ou modifier une précédente ordonnance ayant refusé une telle nomination, même en l'absence de circonstances rendant impossible le fonctionnement normal de la société.

Garantie de passif : prise en charge des indemnités dues à un salarié dont le contrat est requalifié

Cass. com. 21-9-2022 n° 20-18.965 F-B : Décisions 693

En cas de requalification de contrats de travail irréguliers poursuivis par une société après la cession de ses actions, la garantie de passif due par le céderant couvre les indemnités de requalification due au salarié mais pas les indemnités liées à son licenciement.

Les clauses statutaires d'exclusion font l'objet de plusieurs QPC

Cass. com. QPC 12-10-2022 n° 22-40.013 FS-B : Décisions 698

La Cour de cassation transmet au Conseil constitutionnel plusieurs QPC portant sur les dispositions régissant les clauses statutaires d'exclusion dans les SAS. Pour la Cour, la modification de ces dispositions par la loi du 19 juillet 2019 s'applique aux SAS constituées avant cette loi.

Pas d'action sociale ut singuli pour les membres d'une association

Cass. 3^e civ. QPC 7-7-2022 n° 22-10.447 FS-B : Décisions 701

Le fait que les membres d'une association ne puissent pas exercer l'action ut singuli en responsabilité contre les dirigeants de l'association ne porte pas atteinte au principe d'égalité devant la loi et au droit à un recours juridictionnel effectif.

Toute perte de chance doit être réparée quand le prêteur a fait souscrire une assurance inadaptée

Cass. 2^e civ. 15-9-2022 n° 21-13.670 F-B : Décisions 711

En cas de manquement de la banque à son devoir de conseil envers l'emprunteur qui a adhéré à une assurance groupe, toute perte de chance ouvre droit à réparation. Il ne peut pas être exigé de l'emprunteur la preuve d'une perte de chance raisonnable.

Contrat conclu hors établissement sans information du consommateur sur son droit de rétractation

Cass. 1^e civ. 31-8-2022 n° 21-10.075 F-B : Décisions 719

Le consommateur qui n'a pas été informé sur son droit de rétractation avant et lors de la conclusion d'un contrat hors établissement peut en demander l'annulation.

Confirmation d'un contrat conclu hors établissement annulable pour non-respect des formes

Cass. 1^e civ. 31-8-2022 n° 21-12.968 FS-B : Décisions 720

Le fait que le contrat conclu hors établissement reproduise les dispositions du Code de la consommation décrivant le formalisme applicable à ce type de contrat suffit à révéler au consommateur les vices résultant du non-respect de ce formalisme.

L'impécuniosité d'une partie ne rend pas la clause d'arbitrage inapplicable

Cass. 1^e civ. 28-9-2022 n° 21-21.738 FS-D : Décisions 726

L'état d'impécuniosité d'une partie à un contrat contenant une clause compromissoire n'est pas de nature à caractériser l'inapplicabilité manifeste de cette clause.

Contrats Concurrence Consommation, n° 12 du 01 décembre 2022

Sommaire du numéro

Repère



PREUVE

[Proust, la recherche de la vérité et le droit](#)

N° 1 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

Alertes



FOCUS | AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE

[Liquidation d'astreintes : première application par l'Autorité de la concurrence qui sanctionne Altice à hauteur de 75 millions d'euros](#)

N° 44 - Par Camille PAULHAC et Juliette HUA

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTIQUETAGE

[Agriculture biologique : utilisation du cachet électronique qualifié pour la délivrance de certificats](#)

N° 45

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AIDE D'ÉTAT

[Aides d'État : la Commission prolonge et modifie l'encadrement temporaire de crise](#)

N° 46

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | JO

[Du 5 au 27 octobre 2022](#)

N° 47

[Consulter le PDF](#)

Dossier



SPORT

[Sport et technique contractuelle](#)

N° 1 - Par Kevin MAGNIER-MERRAN et Aurélie DARDENNE

[Consulter le PDF](#)

AGENT SPORTIF

[La qualification du contrat liant le joueur à l'agent sportif](#)

N° 2 - Par Dimitri HOUTCIEFF

[Consulter le PDF](#)

CLAUSE LIBÉRATOIRE

[La clause libératoire](#)

N° 3 - Par Xavier AUMERAN

[Consulter le PDF](#)

SPORT

[Contrats d'équipementier sportif « collectifs » : comment articuler clauses de durée et](#)

clauses d'exclusivité face aux contraintes du droit de la concurrence ?

N° 4 - Par Jean-Michel MARMAYOU

[Consulter le PDF](#)

ASSURANCE DU SPORTIF

De l'utilité du contrat d'assurance en matière sportive

N° 5 - Par Aurélie DARDENNE et Kevin MAGNIER-MERRAN

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



CONTRATS | CONTRAT D'ENTREPRISE

Distinction avec la vente et enjeux sur le terrain des garanties

N° 183 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | PRESCRIPTION

Un syndicat de copropriétaires ne peut se prévaloir de la prescription biennale du Code de la consommation

N° 184 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | CLAUSE COMPROMISSOIRE

Clause compromissoire : Clause compromissoire : l'impécuniosité d'une partie est-elle de nature à caractériser une inapplicabilité manifeste de la clause d'arbitrage ?

N° 185

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | VENTE

Garantie de passif dans une cession de titres sociaux : l'article 1134 (ancien) du Code civil préside à sa mise en oeuvre

N° 186

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL

Cumul de sanctions à l'encontre de l'agent commercial ayant commis une faute grave

N° 187 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DISTRIBUTION

Une réduction substantielle d'amende pour Apple mais le grief d'abus de dépendance économique maintenu

N° 188 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

Rupture relations commerciales établies et négociation contractuelle

N° 189 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

Rupture partielle et continuation de la relation commerciale

N° 190 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | TRANSPARENCE TARIFAIRES

Distribution de médicaments et discrimination tarifaire

N° 191 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES

ÉTABLIES

Rupture brutale de relations commerciales établies : exigence d'un préavis écrit

N° 192 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Affaire Towercast : Mme Kokott en faveur de l'application de l'article 102 du TFUE à une opération de concentration « sous les seuils »

N° 193 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | RÉGULATION

DB Station & Service : la Cour de justice rend un arrêt important quant à l'application de l'article 102 TFUE dans les secteurs régulés

N° 194 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

La cour d'appel de Paris censure l'emblématique décision Apple de l'Autorité de la concurrence

N° 195 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE

Autorité de la concurrence : opportunité des poursuites, première !

N° 196 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE

Avocats : l'Autorité de la concurrence n'est pas compétente pour connaître des contestations liées à la création d'un barreau concurrent

N° 197 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | POLICE ADMINISTRATIVE DE LA CONSOMMATION

Affaire Wish : le déréférencement des interfaces en ligne est jugé conforme à la Constitution

N° 198 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT DE CONSOMMATION

La prescription biennale ne bénéficie pas au syndicat de copropriétaires

N° 199 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | GARANTIE LÉGALE DE CONFORMITÉ

La garantie légale de conformité ne s'applique pas au contrat de fourniture et de pose d'un parquet

N° 200 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | SURENDETTEMENT

Surendettement

N° 201 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | TRANSPORT AÉRIEN

Transport aérien

N° 202 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)**Formule**

CLAUSE DE VENTE À LA DÉGUSTATION

Les clauses relatives à la responsabilité du professionnel du fait des contenus des liens hypertextes publiés sur son site internet

N° 11 - Par Geoffray BRUNAUX

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 48 du 05 décembre 2022

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

[Deux présidentes face aux ténèbres](#)

N° 1348 - Par Pascale ROBERT-DIARD

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | MAGISTRATURE

[Vincent Vigneau signe Les fleurs de lin](#)

N° 1349 - Par Fabrice RAOULT

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | LOI PÉNALE

[Que feraient les hommes si la loi pénale n'existe pas ?](#)

N° 1350 - Par Patrick MORVAN

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | SANTÉ PUBLIQUE

[Variations autour de la constitutionnalisation du droit à l'IVG](#)

N° 1351 - Par Marie MESNIL

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | FILIATION

[L'action en constatation de la filiation par la possession d'état ou les mystères du « père biologique »](#)

N° 1352 - Par Yann FAVIER

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

[Les vérifications des cours d'appel peuvent se borner à la signification de la déclaration d'appel](#)

N° 1353 - Par Harold HERMAN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

[Condamnation in solidum : effets à l'égard de la partie défaillante](#)

N° 1354 - Par Gaëlle DEHARO

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

[Accident de la circulation survenu au sein de l'Espace économique européen : compétence du FGAO](#)

N° 1355

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | TRANSITION NUMÉRIQUE

[Lancement du Conseil national de la refondation « numérique »](#)

N° 1356

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 24 au 30 novembre 2022](#)

N° 1357

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 14 au 20 novembre 2022

N° 1358

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

Le défendeur n'est pas recevable à présenter d'autres prétentions que celles tendant à faire écarter celles du tiers opposant

N° 1359 - Par Arnaud LECOURT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURES COLLECTIVES

Effet interruptif de prescription de la déclaration de créance à l'égard de la caution jusqu'à la clôture de la procédure collective

N° 1360

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 24 au 30 novembre 2022

N° 1361

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 14 au 20 novembre 2022

N° 1362

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS PAR ACTIONS SIMPLIFIÉES

La constitutionnalité de la clause statutaire d'agrément dans la SAS en question

N° 1363 - Par Yann PACLOT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS PAR ACTIONS SIMPLIFIÉES

La révocation du directeur général de la SAS selon les modalités fixées par les statuts

N° 1364 - Par Deen GIBIRILA

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JUSTICE

Missions d'assistance aux magistrats prolongées dans les pôles sociaux des TJ

N° 1365

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ASSURANCE VIEILLESSE

Validation de trimestres pour les années 2020 et 2021 pour certains assurés

N° 1366

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Requalification en temps de travail effectif désormais possible du temps de trajet domicile/travail d'un salarié itinérant

N° 1367

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 24 au 30 novembre 2022

N° 1368

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 14 au 20 novembre 2022

N° 1369

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉNERGIE

Le prix de l'énergie du vent

N° 1370 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | DONNÉES PERSONNELLES

L'expérimentation du téléservice « Mon FranceConnect » est prolongée d'un an

N° 1371

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | MARD

Règlement des différends entre collectivités locales et usagers : publication d'un rapport consacré aux « litiges du quotidien » et à la médiation

N° 1372

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | SANTÉ PUBLIQUE

Inscription du droit à l'IVG dans la Constitution : l'Assemblée nationale donne son feu vert

N° 1373

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'exécutif annonce une aide à l'installation de bornes de recharge de véhicules électriques dans les petites stations-service indépendantes

N° 1374

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 24 au 30 novembre 2022

N° 1375

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Reconnaissance du lien de filiation entre un enfant né d'une GPA et le père d'intention

N° 1376 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | TRAITEMENT INHUMAIN ET DÉGRADANT

Protection du consentement des femmes handicapées mentalement

N° 1377 - Par Béatrice PASTRE-BELDA

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CONCURRENCE

Un système d'accès aux preuves favorable aux victimes de pratiques anticoncurrentielles

N° 1378 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | FISCAL

Le cadre fiscal de référence pour l'examen d'une mesure d'aide sélective doit être de nature nationale

N° 1379 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | FINANCE NUMÉRIQUE

Le règlement DORA définitivement adopté par le Conseil de l'UE

N° 1380

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DISCRIMINATION

Voile dans l'entreprise : la Cour de justice de l'Union européenne maintient sa jurisprudence

N° 1381 - Par Joël COLONNA et Virginie RENAUX-PERONNIC

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | SOCIÉTÉS

Le juste motif de révocation n'exclut pas la révocation abusive

N° 1382 - Par Frédéric DANNENBERGER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

UFR de Droit de Douai

N° 1383 - Par Fanny VASSEUR

[Consulter le PDF](#)**La Semaine de la doctrine**

L'ÉTUDE | ENVIRONNEMENT

La « doctrine » à la rescousse de la justice climatique

N° 1384 - Par Marta TORRE-SCHAUB

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Droit et Intelligence artificielle

N° 1385 - Par Gaëlle MARTI , Lucie CLUZEL-MÉTAYER et Samir MERABET

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | ÉNERGIE

Effets juridiques du retrait de la France du Traité sur la Charte de l'énergie

N° 1386 - Par Gaëlle FILHOL et William BRILLAT-CAPELLO

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | PRESSE

Revue Pratique de la Prospective et de l'Innovation

N° 1387

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Droit des sûretés

N° 1388

[Consulter le PDF](#)**La Semaine du praticien**

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

À la rentrée du barreau de Paris, les premières pistes de la future loi de programmation de la Justice

N° 1389

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

7e Concours Projets innovants de l'Observatoire national de la profession d'avocat

N° 1390 - Par Fabrice RAOULT

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Les enjeux juridiques des NFT : une journée commune de formation ENM-EFB

N° 1391 - Par Fabrice RAOULT

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Discriminations et harcèlement : premiers résultats d'une enquête sur les collaborateurs

N° 1392

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Financement des CRFPA pour 2023 : la contribution des Ordres est fixée

N° 1393

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Un rapport dénonce le coût de l'accès à la Justice pour les victimes de violences sexuelles

N° 1394

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Divorce par consentement mutuel sans juge : la Conférence des bâtonniers réagit au rapport du CSN

N° 1395

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 1049 du 12 décembre 2022

Sommaire du numéro

Ouverture du colloque



PROCÈS CIVIL

Mot d'accueil

N° 50000 - Par Nathalie RORET

PROCÈS CIVIL

Mot d'accueil

N° 50001 - Par Jérôme GAVAUDAN

PROCÈS CIVIL

Les contrats de résolution amiable des différends. Propos introductifs

N° 50002 - Par Soraya AMRANI-MEKKI

Formation des conventions



PROCÈS CIVIL

Formation des conventions

N° 50003 - Par Catherine TIRVAUDEY

PROCÈS CIVIL

Validité et rédaction des conventions. Réflexions d'un contractualiste

N° 50004 - Par Olivier DESHAYES

PROCÈS CIVIL

Incitation à conclure ces conventions. Regard du magistrat

N° 50005 - Par Stéphane NOËL

PROCÈS CIVIL

Convention participative de mise en état : les avocats ont-ils peur de leur propre liberté ?

N° 50006 - Par Muriel CADIOU

PROCÈS CIVIL

Incitation à conclure des conventions de médiation. Regard de l'avocat

N° 50007 - Par Charlotte BUTRUILLE-CARDEW

PROCÈS CIVIL

Incitation à conclure des conventions de médiation. Regard de l'avocat

N° 50008 - Par Hirbod DEHGHANI-AZAR

Effets des conventions



PROCÈS CIVIL

Force obligatoire des conventions. Regard du processualiste

N° 50009 - Par Natalie FRICERO

PROCÈS CIVIL

Force obligatoire des conventions. Regard d'un contractualiste

N° 50010 - Par Mustapha MEKKI

PROCÈS CIVIL

Exécution des conventions. Regards croisés magistrat et avocates

N° 50011 - Par Renaud LE BRETON DE VANNOISE , Juliette GRISET , Carine DENOIT-BENTEUX et Hélène MOUTARDIER

BULLETIN JOLY BOURSE

ACTUALITÉ DU DROIT FINANCIER

À LA UNE

ABUS DE MARCHÉ

La lutte contre les abus de marché face à la protection des données de connexion dans l'enquête pénale

→ PAGE 10

Maxime GALLAND et Nicolas IDA

PRESTATAIRES

Financement participatif : les plateformes existantes ont un an de plus pour se mettre en conformité avec le nouveau cadre européen

→ PAGE 22

Greggory MARTY et Sylvain AUBERT

Évaluation du caractère approprié et exécution simple dans la directive MIF 2 : l'AMF applique les orientations de l'ESMA

→ PAGE 25

Emmanuelle BOURETZ

Suspension par le Conseil d'État en référé de l'exécution d'une décision de la commission des sanctions de l'AMF

→ PAGE 34

Jérôme HERBET

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

BJB200z1 • Bilan sur le régime encadrant le secteur des actifs numériques mis en place par la loi *PACTE*

6

Anthony ARANDA VASQUEZ

ABUS DE MARCHÉ

BJB200z4 • La lutte contre les abus de marché face à la protection des données de connexion dans l'enquête pénale

10

Maxime GALLAND et Nicolas IDA – Cass. crim., 12 juill. 2022, n° 21-83710, FS-BR – Cass. crim., 12 juill. 2022, n° 21-83820, FS-B – Cass. crim., 12 juill. 2022, n° 21-84096, FS-B – Cass. crim., 12 juill. 2022, n° 20-86652, FS-B

BJB200y7 • Annulation des sanctions de l'AMF dans l'affaire *EDF Hinkley Point : les mots ont un sens*

18

Dominique BOMPOINT et Vincent RAMONÉDA – CA Paris, 5-7, 30 juin 2022, n° 20/13804

PRESTATAIRES

BJB200z6 • Financement participatif : les plateformes existantes ont un an de plus pour se mettre en conformité avec le nouveau cadre européen

22

Gregory MARTY et Sylvain AUBERT – Comm. UE, règl. délégué n° 2022/1988, 12 juill. 2022 : JOUE L 273, 21 oct. 2022 – Ord. n° 2022-1229, 14 sept. 2022, modifiant l'ordonnance n° 2021-1735 du 22 décembre 2021 modernisant le cadre relatif au financement participatif et l'ordonnance n° 2022-230 du 15 février 2022 relatif aux titres III à VIII de la partie législative du livre VII du Code monétaire et financier : JO, 15 sept. 2022 – A., 10 nov. 2022, NOR : ECOT2232446A : JO, 20 nov. 2022

BJB201a8 • Évaluation du caractère approprié et exécution simple dans la directive *MIF2* : l'AMF applique les orientations de l'ESMA

25

Emmanuelle BOURETZ – AMF, position DOC-2022-03, Exigences de caractère approprié et d'exécution simple de la directive MIFID II, applicable au 12 octobre 2022

BJB200z0 • L'AMF invite les dépositaires de fonds d'investissement à renforcer leurs dispositifs d'entrée en relation et de suivi des SGP

29

Michel STORCK – AMF, synthèse des contrôles SPOT relative aux obligations incombant aux dépositaires de placements collectifs lors de l'entrée en relation avec leurs sociétés de gestion clientes ainsi que dans le cadre de leur suivi, oct. 2022

BJB200z2 • Gestion conseillée et information des investisseurs, quelles obligations pour les SGP ?

31

Isabelle RIASSETTO – AMF, déc., 6 juill. 2022, n° 7, SAN-2022-08

BJB200z7 • Suspension par le Conseil d'État en référé de l'exécution d'une décision de la commission des sanctions de l'AMF

34

Jérôme HERBET – CE, réf., 18 juill. 2022, n° 465352

BJB201a6 • La commercialisation de produits d'investissement à nouveau à l'origine d'une sanction à l'encontre d'un CIF

36

Jérôme HERBET – AMF, déc., 24 oct. 2022, n° 10, SAN-2022-11

GESTION D'ACTIFS ET TITRISATION

BJB200z5 • Généralisation du recours aux outils de gestion de la liquidité optionnels (*swing pricing, droits ajustables et gates*)

40

Isabelle RIASSETTO – AMF, instr. DOC-2011-19, Procédures d'agrément, établissement d'un DICI et d'un prospectus et information périodique des OPCVM français et des OPCVM étrangers commercialisés en France, applicable au 24 nov. 2022 – AMF, instr. DOC-2011-20, Procédures d'agrément, établissement d'un DICI et d'un prospectus et information périodique des fonds d'investissement à vocation générale, fonds de fonds alternatifs et fonds professionnels à vocation générale, applicable au 24 nov. 2022 – AMF, instr. DOC-2011-21, Procédures d'agrément, établissement d'un DICI et d'un prospectus et information périodique des fonds d'épargne salariale, applicable au 24 nov. 2022 – AMF, instr. DOC-2011-22, Procédures d'agrément, établissement d'un DICI et d'un règlement et information périodique des fonds de capital investissement, applicable au 24 nov. 2022 – AMF, instr. DOC-2011-23, Procédures d'agrément, établissement d'un DICI et/ou d'un prospectus et information périodique des OPCI et organismes professionnels de placement collectif immobilier, applicable au 24 nov. 2022 – AMF, instr. DOC-2012-06, Modalités de déclaration, de modifications, établissement d'un prospectus et informations périodiques des fonds professionnels spécialisés, des fonds professionnels de capital investissement et des organismes de financement spécialisé, applicable au 24 nov. 2022 – AMF, position-recomm. DOC-2011-05, Guide des documents réglementaires des OPC, applicable au 6 oct. 2022 – AMF, position-recomm. DOC-2011-25, Guide du suivi des OPC, applicable au 6 oct. 2022 – AMF, instr. DOC-2017-05, Modalités de mise en place des mécanismes de plafonnement des rachats ou « gates », applicable au 24 nov. 2022

BJB200y9 • Les acteurs de titrisations STS peuvent mieux faire : sur les contrôles SPOT de l'AMF

46

Thierry GRANIER – AMF, synthèse des contrôles SPOT sur la titrisation simple, transparente et standardisée (STS), 30 août 2022

SOCIÉTÉS COTÉES

BJB200z3 • Présentation du rapport du HCJP sur les droits de vote multiples

49

Hervé SYNVET et Caroline COUPET – HCJP, rapport sur les droits de vote multiples du Haut Comité juridique de la place financière de Paris, 15 sept. 2022

BULLETIN JOLY ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

ACTUALITÉ DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

À LA UNE

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE

**Confidentialité de la conciliation et droit à la preuve :
l'incertitude demeure**

→ PAGE 9

Marie-Liesse GUINAMANT

SAUVEGARDE ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE

**Irrecevabilité de la tierce opposition formée à l'encontre
du jugement constatant le bon achèvement du plan de continuation**

→ PAGE 12

Hélène POUJADE

DOCTRINE

**Du non-respect ou du respect des restrictions à la liberté
de disposer du prix de cession en droit des entreprises en difficulté**

→ PAGE 34

Julien THÉRON

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

BJE200s6 • L'interdiction de cumul entre la profession de mandataire judiciaire et d'avocat : une QPC sérieuse et une disposition constitutionnelle

4

Laurence Caroline HENRY

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE

BJE200u9 • Confidentialité de la conciliation et droit à la preuve : l'incertitude demeure

9

Marie-Liesse GUINAMANT – Cass. com., 5 oct. 2022, n° 21-13108, F-B

SAUVEGARDE ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE

BJE200v0 • Irrecevabilité de la tierce opposition formée à l'encontre du jugement constatant le bon achèvement du plan de continuation

12

Hélène POUJADE – Cass. com., 14 sept. 2022, n° 21-11937, F-B

CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

BJE200v2 • Renonciation tacite à la résiliation du bail commercial pour défaut de paiement des loyers postérieurs au jugement d'ouverture

15

Karl LAFURIE – Cass. com., 5 oct. 2022, n° 21-11759, F-D

BJE200v3 • Contestation sérieuse d'une créance déclarée : de l'art de respecter le délai de l'article R. 624-5 du Code de commerce en cas d'arbitrage CCI

18

Laurence Caroline HENRY – Cass. com., 5 oct. 2022, n° 20-22409, FS-B

BJE200v5 • Délégation de pouvoirs et déclaration de créance : la preuve de la délégation appartient au créancier

22

Thibaut DUCHESNE – Cass. com., 14 sept. 2022, n° 21-12518, F-D

PÉRIODE SUSPECTE, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

BJE200u3 • Sanctions professionnelle et pécuniaire : classicisme des fautes retenues... et de la censure encourue

25

Thierry FAVARIO – Cass. com., 9 juin 2022, n° 21-11083, F-D

BJE200v4 • De la difficile caractérisation de l'abus du droit d'agir en responsabilité pour insuffisance d'actif

28

Thierry FAVARIO – Cass. com., 14 sept. 2022, n° 21-15381, F-D

BJE200s4 • Direction de fait : une définition unique et générale

30

Thierry FAVARIO – Cass. com., 6 juin 2022, n° 19-24026, F-D – Cass. com., 6 juin 2022, n° 21-13588, F-D

DOCTRINE

BJE200u8 • Du non-respect ou du respect des restrictions à la liberté de disposer du prix de cession en droit des entreprises en difficulté

34

Julien THÉRON

BJE200u5 • Le créancier garanti par une sûreté pour autrui face aux mesures d'alignement des régimes

38

Lionel ANDREU et Bernard ROUSSEL

BJE200v6 • Article L. 650-1 du Code de commerce : retour sur quelques incertitudes persistantes

42

Jérôme LASSEUR CAPDEVILLE

Gazette du Palais

6 DÉCEMBRE 2022

142^e ANNÉE · N° 40

· HEBDOMADAIRE ·

À la une

Captation de l'image publique d'un suspect à l'occasion d'une surveillance policière : vers de nouvelles restrictions ?

note par Pierre GAGNOUD sous Cass. crim., 11 oct. 2022

La Cour de cassation rappelle que la prise de clichés photographiques et, a fortiori, le recours à la vidéosurveillance afin d'observer un lieu privé sont proscrits en dehors de l'autorisation expresse d'un juge, même s'il s'agit d'un lieu extérieur et visible depuis la voie publique.



© New Africa_AdobeStock

Actualité

Décret Magendie, amiable et passerelles : Éric Dupond-Moretti avance quelques pistes de réforme

focus

Doctrine

L'acheteur public : garant de la mise en œuvre d'une commande publique durable

étude par Julien FAIDHERBE

Technique

L'encadrement de l'enquête de flagrance

par Thomas LEBRETON et Evan RASCHEL

Jurisprudence

Délit d'atteinte à la conservation d'espèces animales et d'habitats naturels

note par Stéphane DETRAZ sous Cass. crim., 18 oct. 2022

Gazette Spécialisée

DROIT PRIVÉ DU PATRIMOINE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Sylvie LEROND

Avocate counsel (barreau des Hauts-de-Seine), CMS Francis Lefebvre Avocats

• Quentin GUIGUET-SCHIELÉ

Maître de conférences à l'université Toulouse 1 Capitole

AVEC LA PARTICIPATION DE

Sylvain BERNARD, Julien DELVALLÉE, Grégory DUMONT, Axelle DUPIRE, Estelle GALLANT, Valentin GARCIA, Mélanie JAOUL, Julien LAURENT, Pierre-Jean THIL et Orianne VERGARA

Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication : Bruno Vergé
Directrice générale déléguée : Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Gamarie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :
Tél. : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :
Tél. : 01 40 93 40 40
Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2022
* Prix TTC au n° : 20 €
+ frais de port
* Abonnement France (un an) :
Journal seul : 540,11 € TTC
Recueils + table seuls : 525,82 € TTC
Journal, recueil + table : 723,89 €
* Abonnement étranger (un an) :
Journal seul : 609 €
Journal, recueil + table : 819 €

Internet : gazette-du-palais.fr
Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0523 T 83097
ISSN 0242-6331
Dépot légal à parution
Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;
impact gaz à effet de serre
pour un exemplaire : 689 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas de page et espaces compris). La rédaction n'est pas responsable des manuscrits communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon suivante : GPL 7 déc. 2021, n°GPL430b0. Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant unique permettant de retrouver directement l'article via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL443m4 ■ Décret <i>Magendie</i> , amiable et passerelles : Éric Dupond-Moretti avance quelques pistes de réforme	3
GPL443m5 ■ « Violer le secret d'un avocat par intrusion n'est pas faire œuvre de justice »	4
GPL443m3 ■ Réforme de la PJ : « un électrochoc » pour l'Association nationale de police judiciaire	6
GPL443o7 ■ « Le CNB est désormais entendu par les pouvoirs publics » entretien avec Christiane FÉRAL-SCHUHL	7

Doctrine

GPL443f0 ■ L'acheteur public : garant de la mise en œuvre d'une commande publique durable étude par Julien FAIDHERBE	9
--	---

Technique

GPL443e1 ■ L'encadrement de l'enquête de flagrance par Thomas LEBRETON et Evan RASCHEL	12
--	----

Jurisprudence

GPL443e2 ■ Captation de l'image publique d'un suspect à l'occasion d'une surveillance policière : vers de nouvelles restrictions ? note par Pierre GAGNOUD sous Cass. crim., 11 oct. 2022	15
---	----

GPL442t5 ■ Délit d'atteinte à la conservation d'espèces animales et d'habitats naturels note par Stéphane DETRAZ sous Cass. crim., 18 oct. 2022	19
---	----

GPL443m7 ■ Le stress post-traumatique subi à l'occasion d'un vol peut engager la responsabilité du transporteur aérien note par Pascal DUPONT et Ghislain POISSONNIER sous CJUE, 20 oct. 2022	22
---	----

GPL443b9 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD	26
--	----

GPL443s9 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC	32
---	----

GPL442n4 ■ Chronique de jurisprudence de question prioritaire de constitutionnalité sous la direction scientifique de Dominique ROUSSEAU avec la collaboration de Céline GUIBÉ, Nicolas MICHON, Coralie RICHAUD, Sylvie SALLES et Arnaud SKZRYERBAK https://lex.so/GPL442n4	BL
---	----

GPL442n5 ■ Chronique de jurisprudence du Tribunal des conflits et du Conseil d'État : le contentieux du monde judiciaire par Pauline HOT et Cécile VAULLERIN https://lex.so/GPL442n5	BL
--	----

Gazette Spécialisée

DROIT PRIVÉ DU PATRIMOINE	35
---------------------------	----

Sous la responsabilité scientifique de
Quentin GUIGUET-SCHIELÉ et Sylvie LEROND